

EVOLUTION DU NOMBRE DES MENAGES			
Années	Moyenne annuelle en milliers de ménages	Indice d'évolution base 100	
		Année précédente	1995
1982	19 925	–	85,3
1983	20 194	101,3	86,4
1984	20 456	101,3	87,5
1985	20 715	101,3	88,7
1986	20 981	101,3	89,8
1987	21 234	101,2	90,9
1988	21 474	101,1	91,9
1989	21 718	101,1	92,9
1990	21 962	101,1	94,0
1991	22 213	101,1	95,1
1992	22 489	101,1	96,2
1993	22 773	101,2	97,5
1994	23 063	101,3	98,7
1995	23 366	101,3	100,0
1996	23 654	101,3	101,2
1997	23 927	101,2	102,4
1998	24 199	101,1	103,6
1999	24 482	101,2	104,8
2000	24 807	101,3	106,2

Champ : France entière. Source : Compte du logement, Insee.

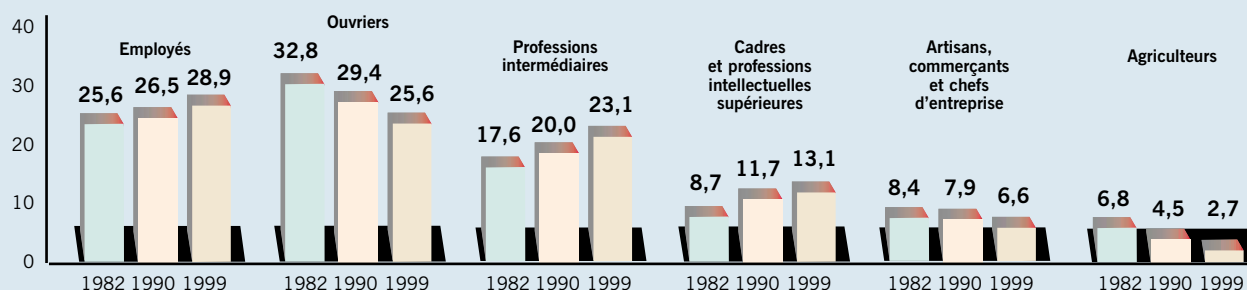
COMPARAISON DES GENERATIONS 1800, 1900 ET 2000			
	Année de naissance		
	1800	1900	2000
Population en fin d'année (millions)	29,2	40,6	59,0
Effectif à la naissance (milliers)	1 003	879	779
Proportion (%) de survivants à :			
1 an	77	84	99,6
5 ans	63	79	99,5
60 ans	32	54	96
70 ans	20	43	92
80 ans	6,8	26	88
90 ans	0,8	8	68
100 ans	0,004	0,4	12
Durée de vie moyenne (en années)	35	52	90
Nombre de centenaires	40	3 516	93 480

Champ : France métropolitaine dans ses frontières actuelles.  
Les risques de décès de la génération 2000 sont basés sur l'hypothèse d'une poursuite de la baisse de la mortalité observée depuis une vingtaine d'années aux différents âges.  
Source : Insee, *Population & Sociétés*, n°366, mars 2001.

LES QUINZE DE L'UNION EUROPEENNE EN 1998						
	PIB (millions d'euros)	Part du PIB	Population (milliers)	Part de la population (en %)	Superficie (km <sup>2</sup> )	Part de la superficie (en %)
Allemagne	1 921 866	25	82 050	22	357 021	11
France	1 293 104	17	60 047	16	633 252	20
Royaume-Uni	1 259 035	17	59 237	16	243 820	8
Italie	1 063 828	14	57 588	15	301 316	9
Espagne	523 646	7	39 371	10	504 790	16
Pays-Bas	351 621	5	15 707	4	33 882	1
Belgique	223 569	3	10 204	3	30 518	1
Suède	213 702	3	8 851	2	410 934	13
Autriche	188 723	2	8 078	2	83 859	3
Danemark	155 190	2	5 304	1	43 094	1
Finlande	115 256	2	5 154	1	304 529	9
Grèce	108 464	1	10 516	3	131 626	4
Portugal	99 124	1	9 968	3	91 906	3
Irlande	77 052	1	3 705	1	70 273	2
Luxembourg	16 389	< 0,5	427	< 0,5	2 586	< 0,5
<b>Union européenne</b>	<b>7 610 570</b>	<b>100</b>	<b>376 207</b>	<b>100</b>	<b>3 243 407</b>	<b>100</b>

Source : Insee, octobre 2001.

## EVOLUTION DU POIDS DES CATEGORIES PROFESSIONNELLES



Champ : actifs occupés et chômeurs ayant déjà travaillé.  
En %. Source : recensements de la population, Insee.

ministère de l'Emploi et de la Solidarité, qui ne concerne que les établissements de dix salariés et plus est ainsi passé de 41 heures en 1979 à moins de 37 heures aujourd'hui. Cette baisse tendancielle a connu plusieurs phases depuis 1945 : de l'après-guerre au milieu des années 60, elle n'a pratiquement pas bougé du fait des nécessités de reconstruction du pays ; de 1965 au début des années 80, elle a fortement baissé sous l'effet conjugué d'une bonne conjoncture économique et de la généralisation de la quatrième semaine de congés payés en 1969 ; jusqu'en 1974, la durée du travail a diminué dans une logique de partage des fruits de la croissance, les baisses étant les plus significatives dans les secteurs dynamiques ; après le choc pétrolier de 1974, le ralentissement économique et la progression du chômage ont encouragé une réduction de

la durée du travail dans le cadre plus général d'une volonté patronale d'augmenter la flexibilité du travail ; depuis 1982, à la faveur de l'ordonnance instaurant le passage aux 39 heures, de la généralisation de la cinquième semaine de congés payés, de l'annualisation (1993) du temps de travail puis enfin, de la loi sur les 35 heures (1998), on assiste à une baisse continue, plus ou moins rapide, de la durée annuelle du travail. Fin 2000, 5,5 millions de salariés devraient être concernés par ce passage aux 35 heures. Corrélativement à cette baisse, la France est passée d'un régime de droit légal et collectif à un régime de droit négocié individuel et au niveau des branches, voire des entreprises. Les disparités se sont donc fortement accrues à la fois sur le plan des catégories de travailleurs comme sur celui des secteurs (industrie, commerce, services...) ou

## EVOLUTION DE LA STRUCTURE SOCIO-PROFESSIONNELLE

	Actifs occupés			Evol. 99/90	Chômeurs*	
	1982	1990	1999		1990	1999
<b>Agriculteurs</b>	<b>1 466</b>	<b>1 005</b>	<b>627</b>	<b>-38%</b>	<b>8</b>	<b>15</b>
<b>Artisans, commerçants et chefs d'entreprise</b>	<b>1 815</b>	<b>1 752</b>	<b>1 525</b>	<b>-13%</b>	<b>71</b>	<b>135</b>
Artisans	896	827	691	-16%	24	70
Commerçants et assimilés	788	756	664	-12%	40	61
Chefs d'entreprise de dix salariés et plus	132	169	170	ns	7	4
<b>Cadres et professions intellectuelles supérieures</b>	<b>1 860</b>	<b>2 603</b>	<b>3 023</b>	<b>+16%</b>	<b>90</b>	<b>139</b>
Professions libérales	236	308	345	+12%	4	10
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistiques	695	992	1 237	+25%	31	42
Cadres d'entreprise	929	1 304	1 441	+10%	55	87
<b>Professions intermédiaires</b>	<b>3 784</b>	<b>4 464</b>	<b>5 318</b>	<b>+19%</b>	<b>249</b>	<b>451</b>
Professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé, de la fonction publique et assimilées	1 688	1 916	2 272	+19%	69	128
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	898	1 279	1 621	+27%	113	217
Techniciens	653	723	880	+22%	39	70
Contremaîtres, agents de maîtrise	546	546	545	ns	28	36
<b>Employés</b>	<b>5 502</b>	<b>5 899</b>	<b>6 655</b>	<b>+13%</b>	<b>1 013</b>	<b>1 154</b>
Employés de la fonction publique	2 038	2 310	2 679	+16%	102	195
Employés administratifs d'entreprise	2 060	1 921	1 749	-9%	423	419
Employés de commerce	622	732	865	+18%	237	249
Personnels des services directs aux particuliers	781	937	1 362	+45%	251	291
<b>Ouvriers</b>	<b>7 044</b>	<b>6 546</b>	<b>5 905</b>	<b>-10%</b>	<b>1 077</b>	<b>1 151</b>
Ouvriers qualifiés	3 686	3 725	3 497	-6%	549	665
Ouvriers non qualifiés	3 089	2 586	2 163	-16%	482	434
Ouvriers agricoles	269	236	245	+4%	46	52
<b>ENSEMBLE</b>	<b>21 472</b>	<b>22 270</b>	<b>23 053</b>	<b>+3,5%</b>	<b>2 508</b>	<b>3 047</b>

ns : non significatif. En milliers. Champ : actifs occupés et chômeurs ayant déjà travaillé.  
\* Un chômeur est une personne qui déclare être au chômage et chercher un emploi. Les chômeurs sont classés selon la profession qu'ils exerçaient avant de perdre leur emploi. Les chômeurs n'ayant jamais travaillé (350 000 en 1999) ne sont pas comptabilisés dans ce tableau. Ce concept est différent de celui du chômage au sens du BIT utilisé dans l'enquête Emploi : un chômeur au sens du BIT est une personne sans emploi, disponible pour en exercer un et qui a fait une démarche effective de recherche d'emploi au cours du mois.  
Source : recensements de la population, Insee.

# CONSOMMATION

## EVOLUTION DE LA CONSOMMATION

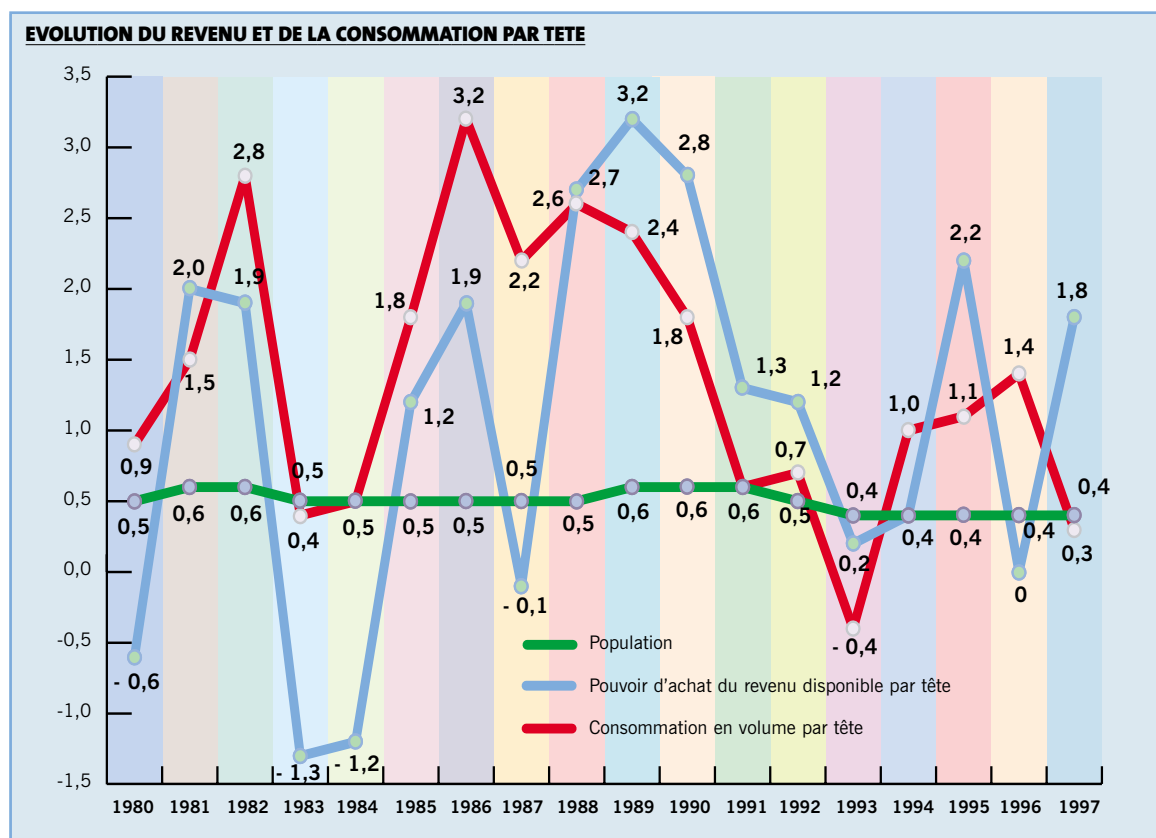
L'évolution comparée de la consommation, de l'épargne et du revenu au cours des vingt dernières années met en évidence trois grandes périodes : durant les années 80, la consommation fluctue nettement moins que le revenu car, alors que le pouvoir d'achat du revenu ralentit, les ménages n'ajustent pas leur consommation à la baisse mais « piochent » dans leur épargne. Entre 1990 et 1994, en revanche, les Français privilégient l'épargne et réduisent leur consommation dans un contexte prolongé de fort ralentissement du revenu. A partir de 1995, avec la reprise de l'activité économique, la consommation redémarre rapidement et le taux d'épargne retrouve un niveau plus conforme à celui de la décennie précédente.

L'origine de ces mouvements se conjugue au pluriel, l'approche macroéconomique de cette période permettant, en effet, de dégager deux grands types de facteurs détermi-

nants : des facteurs purement économiques et des facteurs psychologiques. Du côté du premier type, l'Insee (cf. *LEconomie française édition 2001-2002*, Le Livre de poche, 2001) souligne l'influence du pouvoir d'achat du revenu et de la baisse de l'inflation. Cependant, l'institut remarque que la croissance de la consommation est inférieure à ce que les gains ainsi dégagés permettaient d'envisager. Un autre facteur économique à prendre en compte est à observer dans le champ institutionnel avec, notamment, la libéralisation financière qui aurait favorisé un surcroît de consommation entre 1986 et 1990 grâce à un accroissement temporaire de l'endettement des ménages. A partir de 1990, la charge financière induite aurait lourdement pesé sur le budget des ménages, les obligeant à un ajustement concomitant de leur consommation. Enfin, dernier facteur économique important, le taux de chômage. Toujours, selon cette étude, celui-ci n'aurait exercé une influence forte que sur les produits manufac-

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION, DES PRIX, DU REVENU ET DE L'ÉPARGNE													
	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Consommation (volume)	3,1	2,9	2,4	1,2	0,9	-0,6	1,2	1,2	1,3	0,1	3,4	2,8	2,5
Prix à la consommation	2,9	3,6	3,1	3,4	2,5	2,4	2,2	2,0	1,9	1,4	0,7	0,4	1,5
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	3,2	3,7	3,4	1,9	1,0	0,4	0,1	2,7	0,1	1,4	2,8	2,5	3,1
Taux d'épargne (en % du revenu disponible brut)	11,0	11,7	12,5	13,2	14,7	15,7	14,8	16,0	15,1	16,1	15,6	15,4	15,9

Variation par rapport à l'année précédente en %. Source : comptes de la nation, Insee.



En % par rapport à l'année précédente.

Source : comptabilité nationale, Insee dans *La consommation des Français*, Nicolas Herpin, Ed. La Découverte 2000.